MESSAGE POUR LA JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE 2025

La capitulation sans condition du Reich nazi le 8 mai 1945, puis celle, le 2 septembre 1945, du régime militaro-fasciste japonais mirent fin, il y a 80 ans, au conflit le plus meurtrier connu par l'Humanité.

Depuis le milieu des années 1930 jusqu'à cet été 1945, les agressions menées par les régimes fascistes - allemand, italien, japonais - en Europe, en Afrique et en Asie auront causé la mort de plus de 60 millions de personnes, dont les 2/3 de civils, victimes des opérations de guerre mais aussi de crimes de guerre délibérés et de politiques génocidaires telles que celles que connurent en Europe les populations juives et tsiganes, en Asie les populations chinoises et sud-asiatiques sous domination nipponne.

La Victoire du 8 mai 1945 sur le Reich nazi fut celle des armées alliées. Incluant dans les offensives finales, sur le front Ouest, au côté des Américains, des Britanniques et des Canadiens débarqués sur les côtes de France, des contingents des armées reconstituées des pays qui furent pendant plus de quatre ans occupés par le Reich, et dont les gouvernements s'étaient repliés en Grande-Bretagne – Belgique, Pays-Bas, Tchécoslovaquie, Pologne, Norvège, Grèce, Yougoslavie..., auxquels il faut bien sûr joindre le «Gouvernement provisoire de la République française», le GPRF, présidé par le général de Gaulle ; et sur le front Est, au côté de l'Armée soviétique, des contingents polonais et tchécoslovaques, ainsi que ceux des pays venant d'être libérés par l'Armée rouge de leurs régimes fascistes alliés d'Hitler en Roumanie, Bulgarie, Hongrie...

Dans toutes ces forces militaires nationales, s'étant jointes aux Armées américaine, britannique et soviétique libératrices, il y avait des formations militaires classiques, souvent reconstituées en exil, qui intégreront au rythme de la libération de leurs pays, par centaines de milliers à travers l'Europe, des Résistants - des Partisans ainsi qu'ils sont appelés en Europe centrale et orientale - ayant lutté contre les occupants nazis ou fascistes, contre les régimes collaborateurs à leur solde.

A cet égard, notre pays, la France, en est un exemple : dès l'été 1940, par son Appel fondateur du 18 juin 1940 depuis Londres, le général de Gaulle avait entrepris en Angleterre, mais aussi dans de premiers territoires français à travers le monde refusant la défaite et se ralliant ainsi à la «France libre», la reconstitution de forces armées françaises : les «Forces Françaises Libres», les FFL, qui maintiendront ainsi notre pays dans le combat contre les régimes nazi et fasciste occupant une part importante de notre territoire national.

Et, en France même, dès l'été 1940, sous formes d'appels, d'actes d'hostilité à l'égard des occupants nazis, de sabotages de leurs systèmes de liaisons, s'était manifesté un esprit de Résistance tant à l'égard des Allemands qu'à celui du Régime collaborateur mis en place le 10 juillet 1940 à Vichy sous le vocable «Etat français». Un esprit de Résistance qui croîtra mois après mois, année après année, quand s'approfondira la coopération entre le régime pétainiste et les occupants nazis dans le pillage des richesses de la France au profit du Reich, dans la politique répressive à l'égard des patriotes multipliant exécutions et déportations, dans les persécutions antisémites... Un esprit de Résistance qui se traduira par la naissance de nombre d'organisations et de publications de résistance dans les conditions différenciées de la France divisée en deux zones – occupée et non-

occupée jusqu'au 11 novembre 1942 - tandis que se réorganisaient dans la clandestinité les Partis démocratiques et le mouvement syndical.

Cette multiplicité de structures et formes d'action de la Résistance intérieure, mais aussi la nécessité de sa liaison avec le combat de la «France Libre» vont conduire Jean Moulin, à s'atteler dès l'automne 1940 au rassemblement des forces de la Résistance, en les plaçant sous l'autorité du Comité National Français présidé par le général de Gaulle. Ce qu'il fit, revenu d'un séjour à Londres, étant fait Compagnon de la Libération et ministre du Comité National Français, sur mandat explicite du Général de Gaulle.

La réunion constitutive du Conseil National de la Résistance se tint à Paris le 27 mai 1943, 48 rue du Four. Elle rassembla, sous la Présidence de Jean Moulin, les 8 principaux mouvements de Résistance : «Combat», «Libération-Sud», «Franc-Tireur», «Organisation Civile et Militaire», «Libération Nord», «Ceux de la Résistance», «Front national de Lutte pour la Libération de la France», «Ceux de la Libération», 6 partis clandestins (communiste, socialiste, radical, démocrates-chrétiens, «Fédération républicaine» et «Alliance démocratique») et les deux centrales syndicales CGT et CFTC. Cette création du Conseil National de la Résistance, reconnaissant l'autorité du Général de Gaulle, allait renforcer la légitimité du Chef de la France libre auprès des Alliés, *«j'en fus à l'instant plus fort»* dira-t-il.

Cette date du 27 mai est depuis 2013 inscrite dans le calendrier mémoriel national officiel comme «Journée nationale de la Résistance», ce qui en souligne l'importance historique.

Cette constitution du CNR allait en effet permettre d'unifier toutes les forces de la Résistance, la mise en place, dès la fin 1943, des Comités locaux et départementaux de la Libération, et la création début 1944 des «Forces Françaises de l'Intérieur» (FFI), qui vont participer à l'insurrection nationale qui accompagnera les débarquements libérateurs de Normandie et de Provence. Les FFI se mobilisant alors, et qui pour beaucoup s'engageront bientôt «pour la durée de la guerre», seront 200 000 en juillet 1944, 400 000 en septembre ; 38 000 d'entre eux tiendront jusqu'en mai 1945 le Front des Poches de l'Atlantique, 137 000 autres auront en mai 1945, selon le général de Lattre - qui leur rendit hommage - rejoint depuis la Libération la 1^{ère} Armée française ; laquelle, après avoir libéré l'Alsace, participera à l'offensive alliée en Allemagne, franchissant le Rhin entre le 31 mars et le 3 avril 1945 entre Spire et Gemersheim, avant de s'enfoncer dans le sud-est de l'Allemagne jusqu'au lac de Constance.

Cette constitution du CNR le 27 mai 1943 permit aussi la publication le 15 mars 1944 du «Programme du CNR», dont les premières mesures qu'il préconisait de restauration de la vie démocratique de la France, de mise au service de toute la Nation de ses richesses et services essentiels, ainsi que de solidarité sociale entre les Français, s'inspirant des valeurs de la Résistance, commenceront, dès la France libérée, à être mises en œuvre fin 1944 et début 1945.

A cette espérance d'une France renouée, la fin de la Guerre le 8 mai 1945 par la Victoire sur les fascismes joindra celle d'un monde en paix, bannissant, ainsi que préconisé le 26 juin 1945 par la Charte de la nouvelle «Organisation des Nations-Unies», la guerre comme mode de résolution des conflits entre Etats.

Force est de constater que, 80 ans après la fin de la Guerre, la réalité de notre société et du monde dans lequel nous vivons fait que ces espérances, qui furent en 1945 celles des peuples, celles du peuple français, restent . . . des espérances ; et que le combat pour les valeurs qui les sous-tendaient reste aussi une nécessité contemporaine.

Des valeurs qu'il convient de rappeler le 27 mai dans les établissements d'enseignement du Second degré, ainsi que nous y invite la loi qui, le 19 juillet 2013, institua cette date *Journée Nationale de la Résistance*.

L'ANACR